

Or ce projet de résolution, présenté le 9 décembre, n'indiquait pas clairement si les « troupes étrangères » comprenaient les communistes chinois ni, dans l'affirmative, si les « volontaires » chinois devaient se retirer en même temps que les forces des Nations Unies. M. Malik déclara par la suite, en termes ambigus, que le retrait des forces anglo-américaines rendrait inutile la présence des « volontaires » chinois.

Obéissant au vœu de Moscou, le général Wu tint, quelques jours plus tard, une conférence de presse au cours de laquelle il annonça la réponse que Pékin réservait à la proposition de trêve. Il la rejetait purement et simplement, comme « un piège », et se ralliait en revanche à la proposition soviétique visant au retrait de toutes les troupes étrangères de Corée. Le général Wu exigeait en outre que les troupes des États-Unis se retirent de Formose et qu'on accorde au Gouvernement de Pékin un siège aux Nations Unies. « Nous voulons bien, ajouta-t-il en termes équivoques, essayer de conseiller aux volontaires chinois de mettre fin rapidement aux opérations militaires qu'ils ont été forcés d'entreprendre, de concert avec l'armée du peuple coréen, pour résister à l'attaque des forces d'agression américaines ». Enfin, le chef de la délégation chinoise annonça qu'il avait l'intention de prendre l'avion le 19 décembre pour rentrer dans son pays, avec tous ses collègues de la délégation.

En dépit de la déclaration du général Wu, le Comité pour la cessation des hostilités continua ses efforts en vue d'obtenir une suspension d'armes en Corée. Le 18 décembre, il envoya à Chou En lai, Premier ministre de la Chine communiste, un message où il proposait de discuter avec les communistes chinois les arrangements concernant la suspension des hostilités, soit à Lake Success, soit à n'importe quel endroit qui conviendrait aux deux parties. Le télégramme était ainsi conçu :

Le but de cette trêve sera d'empêcher le conflit de s'étendre à d'autres régions, de mettre fin aux combats de Corée et de fournir une occasion d'étudier les nouvelles mesures à prendre pour aboutir à un règlement pacifique des problèmes existants, conformément aux buts et principes des Nations Unies.

Le Comité susmentionné a rencontré des représentants du Commandement unifié en Corée et a fait avec eux un examen préliminaire des conditions auxquelles il serait possible d'en arriver à une suspension d'armes. Le Gouvernement de la République communiste populaire de Chine ayant formulé des opinions catégoriques sur l'avenir de la Corée et sur la lutte qui s'y poursuit actuellement, et les Chinois eux-mêmes y participant, le Comité désire également examiner avec votre Gouvernement ou ses représentants, ainsi qu'avec les chefs militaires commandant les forces qui combattent en Corée du Nord, dans quelles conditions une trêve pourrait être conclue.

### Proposition rejetée

Cette dépêche du Comité des Trois ne changea rien aux projets de la délégation de la Chine communiste et celle-ci quitta effectivement New-York le 19 décembre. Le 22 décembre, M. Chou En lai signifiait aux Nations Unies que son gouvernement rejetait la proposition tendant à suspendre les hostilités. M. Chou adressait son télégramme à M. Entezam à son titre de président de l'Assemblée et non à celui de président du Comité pour la cessation des hostilités, qu'il refusait de reconnaître. Il était dit dans le message que le représentant de la Chine communiste n'avait pas participé à la discussion relative à la formation du Comité des Trois et que le Gouvernement de la Chine communiste considérait par conséquent comme « illégale, nulle et non avenue » toute résolution importante concernant l'Asie adoptée par les Nations Unies sans la participation du représentant de Pékin. Il ajoutait que les troupes des États-Unis, en franchissant le 38<sup>e</sup> parallèle, avaient « aboli pour toujours cette ligne de démarcation tracée par la géographie politique ». Enfin, le télégramme réitérait les conditions que le général Wu avait posées aux négociations d'un règlement éventuel, à savoir le retrait de toutes les troupes étrangères de Corée, celui des forces armées américaines de Taïwan, et l'attribution au représentant du Gouverne-